

Les suicidés, grands oubliés du scandale des établissements catholiques

Combien d'élèves et d'anciens élèves ont mis fin à leurs jours après avoir subi des violences ? Le sujet a été absent des nombreux débats déclenchés par l'affaire Bétharram. Les cas sont pourtant nombreux. Mediapart a retrouvé témoins et proches, qui racontent des vies et des familles pulvérisées.

[Sarah Brethes](#) et [Mathilde Mathieu](#)

27 juillet 2025 à 19h26

OlivierOlivier Codet a rencontré N. dans la cour de Notre-Dame-de-Bétharram le jour de leur rentrée en troisième, en septembre 1985. Le début d'une année « *en enfer* », mais aussi d'une « *amitié indéfectible* ». « *On était tous les deux un peu "branlo", nos parents étaient certains que ça allait nous faire du bien* », se remémore cet enseignant bordelais de 55 ans.

À Bétharram, les violences commençaient dès la fin des cours : « *On a pris beaucoup de coups des trois encadrants qui géraient l'internat, des genres de kapos. Des baffes dans la gueule, pour un oui ou pour un non. J'ai vu des mecs de 40 kilos "décapités", voler à terre...* »

Olivier dit avoir rapidement « *décidé de se tenir à carreau* », pour optimiser ses chances d'être rapatrié à Bordeaux après cette année de troisième. « *N., lui, a tenté de se rebeller. Il s'en est pris encore plus plein la figure.* »

Outre les coups quotidiens, Olivier raconte les humiliations et les brimades, les heures passées debout dans la cour, « *devant la Vierge* », par des températures glaciales, mais aussi le supplice « *du lever* » : « *Quand il y avait eu du bruit dans le dortoir pendant la nuit, les surveillants réveillaient tout le monde, au tambourin, à 5 heures du matin. Là, on devait rester debout parfois pendant une heure et demie au pied de nos lits, la vessie pleine. Certains finissaient évidemment par se pisser dessus.* » Sachant qu'une seule douche hebdomadaire était autorisée.



La silhouette de N. au centre de la photo de classe dans la cour de Notre-Dame-de-Bétharram en septembre 1985. Olivier Codet est entouré en haut de l'image. © Document Mediapart

« Le problème est qu'on ne rentrait pas chez nous le soir, donc on avait cette charge de violence incessante qu'on ne pouvait pas évacuer », analyse aujourd'hui Olivier.

À la fin de la troisième, les deux amis sont rapatriés par leurs parents à Bordeaux : *« On n'était pas dans le même lycée, mais on est restés inséparables. »* Olivier dit avoir eu la chance de retrouver son environnement et son équipe de hockey. *« N., lui, est revenu avec un syndrome de guerre du Vietnam, ils l'ont cassé en trois », souffle le quinquagénaire.*

Les deux garçons n'ont plus reparlé de cette année-là. *« On faisait des conneries d'ados, se souvient l'ex-pensionnaire. N. faisait de la moto et du tennis, il était beau gosse, mais il ne se passait jamais rien de bien avec les filles. Il avait des hauts et des bas. »* L'année de sa terminale, il a pris la carabine de son grand-père dans son garage et l'a retournée contre lui : *« Plus qu'une vie foutue, c'est une famille en vrac. »* Après cela, Olivier a *« formaté son disque dur »* et quitté le Sud-Ouest.

Combien d'anciens élèves de Bétharram n'ont pas survécu aux violences physiques et/ou sexuelles qu'ils y ont subies ? *« Personne ne le sait, mais ça semble considérable, bien au-dessus de la moyenne en tout cas », dit le lanceur d'alerte Alain Esquerre.*

Effacés du récit médiatique

Sur le groupe Facebook des anciens, le nom du jeune V., décédé en 1995 à l'âge de 14 ans, revient par exemple à plusieurs reprises. *« Il était dans ma classe, avec Calixte Bayrou », raconte Éric Arassus, membre du collectif des victimes de Bétharram, qui affirme avoir été confronté à plusieurs suicides au cours de ses trois années de scolarité. Celui de V., un enfant « bon vivant et agréable », l'a « particulièrement marqué » : « Toute la classe avait été à l'enterrement, c'était hyper émouvant, mais on n'avait eu aucun soutien. Ça avait été balayé d'un revers de main. »*

Dans le journal de l'établissement, une nécrologie rend hommage à l'adolescent. *« Il allait avoir 15 ans dans quelques jours », dit le texte : « Il nous a quitté brusquement, vivant à sa façon sa rencontre avec le Seigneur. » « V. est parti avec son secret », écrit le père Vincent Landel.*

Vingt ans plus tard, personne ne se risquerait à affirmer un lien de causalité direct et univoque entre ce suicide et les violences de masse commises dans l'établissement. Pourtant, comment ne pas envisager une corrélation ? Depuis que le scandale a éclaté, en février, des noms d'anciens élèves décédés hantent ainsi les forums de discussion lancés par des survivants de partout en France, du Béarn au Relecq-Kerhuon (Finistère), en passant par Abondance (Haute-Savoie).

Mais ces victimes-là, du haut du spectre des souffrances, ne sont plus là pour raconter. À l'heure où la parole surgit de partout, elles se retrouvent invisibilisées, pour ne pas dire effacées, dans le récit médiatique et politique : où sont donc les maux de ceux qui sont morts de ce qu'ils ont vécu ?

Alors pour que l'histoire des violences systémiques dans les établissements catholiques ne s'écrive pas sans eux, Mediapart a enquêté pour retrouver des proches qui acceptent de raconter un frère ou un ami, avec la conviction que les violences subies durant l'enfance ont pesé lourd dans leur suicide ou leur décès prématuré. Beaucoup ont hésité : « *Comment en juger ?* »

Et puis : « *Qui suis-je pour parler à la place d'un mort ?* » Ce dilemme, l'une de nos témoins l'a finalement tranché ainsi : « *Si je témoigne au nom de mon frère, c'est pour tenir sa place, dit Céline. Et en quelque sorte la lui rendre.* »

Absence de chiffres

La commission d'enquête de l'Assemblée nationale a elle-même acté l'absence de toute statistique. Dans son rapport final, publié le 2 juillet, un seul suicide est expressément évoqué : celui de Romain, adolescent de 14 ans scolarisé au village d'enfants de Riaumont (Pas-de-Calais), qui a mis fin à ses jours en 2001, après avoir dénoncé des supplices, notamment des « *coups de fourchette* » (selon *La Voix du Nord*).

Déjà en 2021, à l'issue de trois années d'investigation, la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Ciase) ne disait quasiment rien des suicides. « *Je n'ai pas souvenir qu'on ait tenté de chiffrer* », confirme l'ancien président, Jean-Marc Sauvé.



L'établissement catholique Notre-Dame-de-Bétharram, aujourd'hui rebaptisé Le Beau Rameau, à Lestelle-Bétharram (Pyrénées-Atlantiques) en 2024. © Photo Sébastien Ortolà / REA

C'est qu'il s'agissait avant tout d'aider à réparer les vivants. Et puis, « *un suicide n'a pas de causalité unique* », répète l'ancien patron du Conseil d'État. « *Cependant, le fait que des agressions sexuelles sur des enfants aient été à l'origine de désarrois tels qu'une partie des victimes n'a pu se relever, nous en avons été conscients.* »

Encore ému, l'ancien président de la Ciase se souvient d'ailleurs que plusieurs victimes qui voulaient être auditionnées ne se sont jamais présentées : « *Je voudrais croire que ces décès-là ont tous été naturels, mais je n'en suis pas sûr...* »

La présidente de l'instance nationale indépendante de reconnaissance et de réparation (Inirr), mise en place par l'Église à la suite des conclusions de la Ciase, indique que, depuis 2021, deux hommes ayant entamé le processus de reconnaissance se sont suicidés avant son issue. Pour tous les diocèses de France, vingt-deux référents sont chargés des entretiens : « *On fait très attention*, indique Marie Derain de Vaucresson. *Quand on mesure l'urgence à accompagner la personne, on oriente vers un spécialiste du psychotrauma qui évalue [...] le risque suicidaire, et on accélère la procédure quand nécessaire.* »

Les difficultés se sont enchaînées : alcool, drogue, dépression, y compris la prison.

Céline, sœur de Christophe, ancien élève de Sainte-Croix-des-Neiges

Christophe, lui, n'aura pas eu l'occasion d'entamer cette démarche. En 2011, à 55 ans, il a été retrouvé inconscient sur son lit, « *après avoir avalé trop de médicaments* », témoigne sa sœur Céline, une religieuse et docteure en théologie. « *Je n'ai pas eu de peine. Je n'aimais pas mon frère, je n'avais aucune raison de l'aimer.* »

Christophe n'a jamais inspiré à sa petite sœur que de la peur. « *Mon tout premier souvenir d'enfant, je dois avoir 3 ou 4 ans, ce sont des bruits incompréhensibles dans l'appartement : mon père et mon frère sont en train de se battre par terre.* »

Christophe venait alors de passer deux années en pension au collège Sainte-Croix-des-Neiges (Haute-Savoie), une institution des Alpes qui dépendait du diocèse de Nanterre (Hauts-de-Seine) et où des enfants, souvent de « bonne famille », étaient envoyés pour la discipline et le grand air. Dans ces chalets, pendant des décennies, des encadrants se sont livrés à des viols, violences et humiliations en série, d'après des accusations remises ces derniers mois entre les mains de la justice.

Arrivé en classe de cinquième, Christophe a redoublé, avant de rentrer en région parisienne sans avoir rien raconté. « *Je crois qu'il n'est jamais allé jusqu'au bac*, raconte Céline. *Les difficultés se sont enchaînées : alcool, drogue, dépression, y compris la prison.* » Avec la commission de violences graves contre certains proches.

« *Il était très provocateur, excessif, c'était compliqué d'avoir une conversation avec lui*, ajoute Céline. *Sur la fin, il était très malade, prenait beaucoup de médicaments.* » Il était quasiment « *un zombie* ».

Christophe a reproduit ce système de violences sur lui-même et les autres.

Céline

Quelque temps avant sa mort, le quinquagénaire a écrit un mail à sa mère pour révéler qu'à Sainte-Croix, il avait été « *violé par le curé* ». « *Elle ne m'en a rien dit sur le moment*, précise Céline. *Ce n'est qu'après le décès de Christophe en 2011 qu'elle m'a parlé de ce mail. Mais je ne l'ai pas cru. Il était mythomane, j'ai rangé ça dans la case "mensonges", dans une petite boîte.* » Verrouillée pendant des années.

Puis en 2021, alors que cette religieuse s'intéresse à la Ciase, elle tombe sur des vidéos publiées par la commission. « *Des hommes d'une soixantaine d'années témoignaient de leur agression et de leur vie d'après : c'était le parcours de Christophe ! J'ai soudain compris.*

Depuis ce moment, c'est pour moi une certitude. » Le viol, d'abord. Mais aussi « le fait que les violences subies ont fini par le tuer », qu'il s'agisse « d'un suicide au sens strict ou non, qu'il ait pris trop de médicaments de manière volontaire ou pas ».

« Ce moment des vidéos a été bouleversant, poursuit-elle. Jusque-là, c'était le méchant. Tout à coup, ce n'était plus exactement ça : on l'avait rendu méchant. Il a fallu reconfigurer mon logiciel intérieur. »

Avant même que n'éclate l'affaire Bétharram, elle s'est alors lancée à la recherche d'informations sur Sainte-Croix, a retrouvé d'anciens élèves auxquels Christophe avait laissé « le souvenir d'un camarade extrêmement gentil »... Surtout, en découvrant « le moule de soumission » imposé par cette institution arborant « confiance et charité » comme devise, elle a saisi combien son grand frère « avait reproduit ce système de violences sur lui-même et les autres ».

La responsabilité de l'Église

En mai, la seconde épouse de Christophe, avec laquelle Céline n'avait plus le moindre contact depuis dix ans, a frappé à la porte du groupe Facebook des anciens. « Elle m'a appris des choses importantes : je pensais que Christophe avait été enfermé quasiment toute sa vie dans le silence, mais il semblerait qu'il ait parlé de certaines choses aux parents [avant le mail – ndlr].. Ça change un peu le récit, car ça a sans doute induit chez lui une plus grande amertume... » Juste avant sa mort en 2011, il avait aussi écrit au procureur de la République – la convocation de la police est arrivée deux mois trop tard.

Aujourd'hui, Céline voudrait « que l'Église aille au bout ». « Il ne s'agit pas d'en faire un combat à la Jeanne d'Arc, d'autant que depuis 2021, on n'est plus dans la même ambiance de silence et d'infantilisation. Mais une fois que les choses sont dites, il ne faut pas remettre le couvercle. Sinon, ce deuxième silence est une violence supplémentaire. » Et puis, glisse-t-elle, « ce [qu'elle] vi[t] aujourd'hui, c'est une façon de l'aimer ».



Au Relecq-Kerhuon, c'est dans ce bâtiment, photographié lors de sa destruction, que l'abbé Laé « filait des râclées » selon Jean-Paul, un ancien élève du collège Saint-Pierre.

© Document récupéré par le collectif des anciens du collège Saint-Pierre

Dans son rapport de 2023, la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise) insistait bien sur la longévité des traumatismes : « *en l'absence de soins adaptés* », les « *souffrances extrêmement importantes [...] peuvent durer toute une vie* ». Elle rappelait les résultats de l'enquête Baromètre santé 2017 : les personnes ayant subi des violences sexuelles avant 15 ans sont deux fois plus concernées par un épisode dépressif au cours des douze derniers mois. Quant aux hommes victimes, ils sont cinq fois plus concernés par des tentatives de suicide au cours de leur vie ([lire notre entretien avec le psychiatre Thierry Baubet](#)).

Pour souligner l'ampleur de l'enjeu, la Ciivise livrait même une estimation du coût des « *sur-tentatives de suicide* » liées aux violences sexuelles dans l'enfance : 73 millions d'euros par an.

Mais les études manquent, encore, qui engloberaient les conséquences des violences de toutes natures, y compris physiques et psychologiques. Au point que les anciens du collège Saint-Pierre du Relecq-Kerhuon, dont le directeur a longtemps prôné la « pédoplogie » (pédagogie par les coups), concernés quasi exclusivement par des sévices corporels, ont lancé leur propre étude. Il en ressort que 70 % des victimes déclarent des stratégies d'évitement social, 65 % des troubles dépressifs, 16 % une dépendance à l'alcool, 12 % une addiction à la drogue. Et là aussi, des « ex » ont mis fin à leur vie, dans des conditions qui interrogent leurs proches.

Après une fête à Brest, je l'ai déposé chez lui. Quand je suis revenu le lendemain, il s'était mis une balle dans la tête.

Jean-Paul, à propos d'un ancien élève de Saint-Pierre du Relecq-Kerhuon

« *C'était le bain* », se souvient Françoise, dont le petit frère, Christophe, a été scolarisé à Saint-Pierre tout à la fin des années 1970. « *Notre père était assez dur et il avait décidé, bien que communiste, de l'envoyer là-bas "pour en faire un homme". Je le voyais rentrer avec des bleus, une oreille tuméfiée... J'ai le souvenir que ça me faisait mal.* » Issue d'une famille catholique pratiquante mais très protectrice, la mère a obtenu l'exfiltration de son fils. « *J'ai le sentiment qu'il en est ressorti un peu brisé, avec une détestation de l'école et de lui-même. Ensuite, tout a été compliqué.* »

À 35 ans, pendant la canicule de 2003, Christophe est retrouvé pendu dans sa cage d'escalier, en région parisienne. Dans une lettre, il écrit que la vie lui « *est insupportable depuis des années* » et demande qu'on s'occupe de son chat. « *Il est parti avec son secret et peut-être que ça n'avait rien à voir*, précise Françoise, installée à Quimper (Finistère). *Le suicide, c'est aussi une question de personnalité, il y a des gens avec des vies tragiques qui n'y pensent jamais... Mais moi, j'ai toujours considéré que c'était lié.* » Qu'au minimum ces coups l'avaient fragilisé.

Elle en a d'ailleurs parlé avec Jean-Paul, un ancien de Saint-Pierre, qui fait le lien, lui aussi, entre les sévices et le suicide de l'un de ses plus proches amis, Alain*, à 23 ans. C'était une nuit de 1986. « *Après une fête à Brest, je l'ai déposé chez lui, raconte-t-il. Quand je suis revenu le lendemain, il s'était mis une balle dans la tête avec la carabine de son père. Et il lui*

avait laissé un mot, disant qu'ils ne se comprendraient jamais. Son père était déjà un vieillard, du genre à vénérer les Allemands et la guerre. Il y avait donc un mal-être familial. » Mais à Saint-Pierre, « Alain s'est fait dérouiller, et ça n'a fait qu'aggraver la situation ».

D'autant que les idées du père et du directeur du collège, l'abbé Yvon Laé, fasciné par les nazis, se réponaient. « *Dans la cour, le brasero où l'on brûlait les papiers était appelé "le four crématoire"* », se souvient Jean-Paul, qui décrit « *une pédagogie noire* ». « *Au sortir de là, on était tous marqués, dans l'alcoolisation, la prise de risque.* » Aujourd'hui membre d'un collectif d'anciens, Jean-Paul prend la parole non seulement pour son propre « *travail de réparation* », mais aussi « *pour les copains* ». Afin de les débarrasser de leur statut de fantômes.

[Sarah Brethes](#) et [Mathilde Mathieu](#)